



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 4468

Texte de la question

POLITIQUE ÉDUCATIVE ET FAMILIALE

M. le président. La parole est à M. Xavier Breton, pour le groupe Les Républicains.

M. Xavier Breton. Je voudrais dire aux membres du Gouvernement et du groupe socialiste que, s'ils veulent avoir un débat avec François Fillon, ils auront la campagne présidentielle pour le faire (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains*), plutôt que de prendre en otage la séance des questions au Gouvernement de manière scandaleuse ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. Le temps de la campagne viendra, c'est maintenant celui des questions au Gouvernement.

M. Xavier Breton. Monsieur le Premier ministre, hier après-midi, votre discours de politique générale a particulièrement mal traité de deux sujets pourtant cruciaux pour notre pays : l'éducation et la famille.

Vous n'avez évoqué que très rapidement l'éducation en la réduisant à une approche purement quantitative et budgétaire. Pourtant, les comparaisons internationales, comme l'enquête PISA – *Program for International Student Assessment* –, publiée la semaine dernière, montrent bien que ce n'est pas le niveau des dépenses qui compte mais la bonne utilisation des moyens.

M. Guy Geoffroy. Très bien !

M. Xavier Breton. De plus, votre vision égalitariste de l'éducation vous empêche de promouvoir les valeurs de l'effort et du mérite. Cette même vision égalitariste conduit au grand bond en arrière de ces dernières années – la remise en cause de l'aide personnalisée à l'école, l'affaiblissement des savoirs fondamentaux, ou encore la réforme des rythmes scolaires et celle du collège.

Toutes ces réformes ont été imposées sans que les enseignants, les élèves et les parents d'élèves n'en comprennent ni la cohérence ni l'objectif.

Votre discours de politique générale a, par ailleurs, fait totalement l'impasse sur la politique familiale. Il est vrai que la politique menée depuis 2012 s'est traduite par un matraquage fiscal des familles et la remise en cause des fondements mêmes de notre politique familiale, qui faisait pourtant consensus depuis 1945.

Les résultats de cette politique catastrophique ne se sont pas fait attendre : pour la première fois depuis longtemps, la natalité est en recul dans notre pays.

M. Patrice Verchère. Eh oui !

M. Alexis Bachelay. Ridicule !

M. Xavier Breton. Monsieur le Premier ministre, vous avez eu hier l'occasion de renforcer l'éducation et la famille, de les replacer au cœur de notre société comme des priorités. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

M. François Rochebloine. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Monsieur le député, je me demande vraiment dans quelle mesure vous croyez à ce que vous racontez. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Jean-Louis Gagnaire. Très bien !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Dans quelle mesure croyez-vous sincèrement que l'enquête PISA 2015 évalue la politique actuelle du Gouvernement, alors qu'elle porte sur des enfants de quinze ans dont la scolarité s'est déroulée entre 2006 et 2013 ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. Xavier Breton. Cela fait quatre ans que vous êtes là !

M. Philippe Vitel. C'est ridicule !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Expliquez-moi en quoi cela peut évaluer notre politique !

M. Claude Goasguen. C'est toujours la faute des autres !

M. Yves Censi. Vous n'y croyez pas vous-même !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. Oui, l'enquête PISA, cela a été suffisamment dit, a montré de mauvais résultats, mais ces mauvais résultats sont à lier très directement à la politique qu'a conduite la droite pendant dix ans, avec la suppression de la formation des enseignants, la suppression de 80 000 postes dans l'éducation nationale et le sacrifice de l'éducation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

L'OCDE, qui vous intéresse tant, l'a dit explicitement : « La politique conduite depuis 2012 va dans le bon sens en matière éducative ». *(Mêmes mouvements.)* Pourquoi ? Parce que nous avons recréé des postes. Or la meilleure façon de réduire les effectifs par classe, et donc d'accompagner de façon plus individualisée les élèves, c'est d'avoir le nombre de professeurs nécessaire ; parce que nous avons recréé la formation des enseignants, ce qui rend ces derniers plus efficaces ; parce que nous avons remis en place la préscolarisation des enfants de moins de trois ans ; parce que nous avons installé plus de maîtres que de classes à l'école primaire...

M. Claude Goasguen. Combien d'agrégés ?

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. ...pour accompagner les difficultés dès qu'elles apparaissent ; parce que nous avons fait la réforme du collège pour améliorer les apprentissages.

Monsieur Breton, vous ne voulez pas que l'on vous parle de votre candidat à l'élection présidentielle. Pourtant, que recouvre son projet de suppression de 500 000 postes de fonctionnaires ? Il n'y aura plus de

préscolarisation des enfants de moins de trois ans, plus de professeurs supplémentaires pour aider les élèves en difficulté... (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Patrick Hetzel. Mensonges !

Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre. ...il n'y aura plus d'aides ; l'éducation nationale sera de nouveau sacrifiée.

Alors, soyons sérieux, et je vous donne rendez-vous en 2021 pour juger de notre politique. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Un député du groupe Les Républicains. Vous ne serez plus là !

Données clés

Auteur : [M. Xavier Breton](#)

Circonscription : Ain (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4468

Rubrique : Famille

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 décembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 décembre 2016](#)